



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

Bureau des réglementations
et des élections

ARRETE PREF/DCL/BRE/2026/345
portant convocation des conseils municipaux des communes du département de l'Yonne
pour désigner les délégués titulaires, supplémentaires et suppléants en vue des
élections sénatoriales du dimanche 27 septembre 2026

Le préfet de l'Yonne,

Vu la loi n°2013-702 du 2 août 2013 relative à l'élection des sénateurs ;

Vu le code électoral et notamment ses articles LO 276, LO 278, L. 283, L.294, L.295, L. 301, L. 309, L. 310, L. 311, L.O 438-2, L. 439, L. 441, L. 442, L. 501, L.O 527 et L. 528, R. 153 et R. 168 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République du 16 mars 2022 nommant Monsieur Pascal JAN, préfet de l'Yonne ;

Vu le décret n° 2025-1362 du 26 décembre 2025 authentifiant les chiffres des populations de métropole, des départements d'outre-mer de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de La Réunion et des collectivités de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon ;

Vu le décret n° 2026-301 du 21 avril 2026 portant convocation des collèges électoraux pour l'élection des sénateurs ;

Sur proposition de la Secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Les conseils municipaux des communes du département de l'Yonne sont convoqués le vendredi 5 juin 2026 afin de désigner leurs délégués titulaires, supplémentaires et suppléants qui éliront les sénateurs.

Article 2 : Le nombre de délégués titulaires, supplémentaires et suppléants à désigner au sein de chaque commune du département de l'Yonne est fixé en fonction de sa population municipale authentifiée au 1^{er} janvier 2026 et conformément au tableau figurant en annexes du présent arrêté. Le mode de scrutin par commune est également précisé en annexes.

Article 3 : Les conseils municipaux ne peuvent valablement désigner leurs délégués et suppléants que si au moins le tiers de leurs membres en exercice est présent ou représenté à l'ouverture du scrutin.

Dans le cas où le quorum n'est pas atteint lors de la séance du vendredi 5 juin 2026, le conseil municipal devra être convoqué de nouveau le mardi 9 juin 2026. Afin de respecter le délai de convocation prévu par l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales, la convocation devra être adressée aux conseillers municipaux par le maire ou son remplaçant le 5 juin 2026; à l'issue de la séance.

Au cours de cette seconde séance, le conseil municipal pourra valablement délibérer sans condition de quorum.

Article 4 : Le présent arrêté devra être publié par voie d'affichage dans chaque commune du département

Cet arrêté doit être notifié par écrit à tous les membres du conseil municipal par les soins du maire en précisant le lieu et l'heure de la réunion.

Article 5 : La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet d'Avallon et la sous-préfète de Sens, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État.

Fait à Auxerre, le

Le Préfet,



Pascal JAN

22 MAI 2026

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet dans le délai de 2 mois à compter de sa publication :

- soit d'un recours gracieux auprès du préfet de l'Yonne,
- soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur,
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Dijon.